

Cher ami,

Merci de votre message et de votre messenger. J'ai renvoyé celui-ci par le train, tellement l'avion avait éprouvé son candide estomac.

Au moment où m'est parvenu votre lettre, j'avais demandé audience au comte Ciano. Je n'avais pas, en effet, reçu l'avis contraire qui m'en aurait empêché. Mon silence n'avait que trop duré et, d'autre part, il me semblait nécessaire, à la fois, de savoir si l'entrevue de Milan avait changé les dispositions italiennes à notre égard et de faire savoir que notre esprit n'était pas fermé à toute hypothèse d'un accord raisonnable avec Rome.

Axe ou pacte, notre intérêt est de diminuer les raisons que pourrait avoir Mussolini de suivre Hitler dans une guerre, ou de l'y pousser ; nous les diminuerons si nous réalisons avec lui une entente qui, du reste, ne nous coûte pas plus de sacrifices que nous n'aurions, de toute manière, accepté d'en faire. Je crois bien qu'il est exact que, cette fois encore, Mussolini a retenu son comparse de précipiter les choses en se jetant sur Dantzig. Dans la mesure où le Duce aura de bonnes relations avec nous comme avec l'Angleterre, il aura plus d'autorité sur le Führer ; il lui vendra moins son âme ; la paix en profitera, du moins pendant quelque temps.

La diplomatie est un art de circonstance et d'adaptation ; elle n'a pas à s'enfermer dans des systèmes rigides qui s'obstinent à faire vivre, contre la réalité, des doctrines fanatiques. Et d'ailleurs, le souci de la paix exige, en même temps, la poursuite de l'effort entrepris pour résister aux coups de mains et, au dedans, le redressement, la régénération, la purgation de la nation.

Donc, j'ai revu Ciano et repris le fil. Vous devez avoir entre les mains le compte rendu de notre conversation, que je ne pouvais me dispenser de faire sous la forme ordinaire, et, pour le dossier.

Mais il y a quelque chose que mon télégramme n'a pas dit. J'ai trouvé Ciano très empressé, très gentil, nullement raidi par son contact avec Ribbentrop - au contraire- et ne retirant rien du programme qu'il avait tracé précédemment. Il s'est étonné pourtant qu'on lui demandât des précisions supplémentaires. Car ce programme, m'a-t-il déclaré, est celui qui a été rapporté par Baudouin ; les suggestions qu'il énonce ont été formulées par Baudouin ; le port franc, la cession du secteur italien du chemin de fer d'Addis Adebba, la consolidation du statut de 1896 en Tunisie ont été formulés par Baudouin, et Baudouin a présenté tout cela comme ayant l'agrément de M. Daladier. Mussolini s'est borné à acquiescer. A mes questions, objections, avertissements, Ciano opposait toujours Baudouin ; il avait le sentiment que je cherchais à revenir sur des positions déjà acceptées par le gouvernement français, auquel cas l'acquiescement de Mussolini serait naturellement remis en cause. Je n'étais pas très à mon aise. J'avais beau dire que Baudouin n'avait pas qualité pour nous engager, Ciano, qui avait pris note de ses entretiens avec ce dernier, s'y référait constamment...

Je n'ai pas cru devoir, cette fois-ci plus que la précédente, mentionner dans mes télégrammes une circonstance qui m'explique bien des choses ; mais que vous en devez pas ignorer. Le point crucial d'un accord sera la Tunisie. Mon idée à ce propos est la suivante. Puisque l'accord de 1935 ne changeait rien au statu quo jusqu'en 1945, on pourrait bien se contenter pour l'instant, de prolonger ce statu quo jusque là ; on verrait après. Mais il est fort douteux que Mussolini accepte ; car il n'a répudié l'arrangement de 1935 qu'à cause de l'article tunisien, que son parti lui reprochait violemment d'avoir, à l'époque, admis... A moins que, pour des raisons générales, il n'ait le très fort désir de traiter avec nous.
L'avenir nous fixera.

Je n'ai pas manqué, par ailleurs, d'indiquer à Ciano qu'avant toute négociation, s'il devait s'en ouvrir une, il faudrait changer l'atmosphère, l'état de notre opinion constituant, à l'heure actuelle, un obstacle. Il n'a pas dit non. Il a reconnu qu'il avait, lui-même, besoin de quelque temps. Il parlera à son beau-père. Il lui dira que j'ai exprimé le vœu qu'à Turin son discours ménagea nos susceptibilités. Ciano lui-même souhaiterait qu'un peu moins de généraux français en retraite s'attachent à démontrer que l'armée italienne est sans valeur (ce qui, entre nous, est inexact). Quelques papiers plus équitables dans notre presse auraient évidemment bon effet. Je pense que Mussolini serait sensible aussi à ce que nous annonçons notre participation à son Exposition de 1942, à laquelle il attache beaucoup d'importance.

Tout cela vous le voyez, est encore bien fragile et bien incertain. Le problème réside à Rome ; mais c'est peut-être à Paris qu'il est le plus difficile à résoudre.

Vous m'écrivez à ce propos que vous avez été frappé par les témoignages de compatriotes, qui ont recueilli en voyage toutes sortes d'indices intéressants. J'envie ces compatriotes ; ils sont plus heureux que moi. Car depuis près de deux mois, je ne cesse de signaler ces indices ; j'essaie d'attirer l'attention sur un état d'esprit que nous aurions eu avantage, au lendemain du 15 mars, à fortifier, à exploiter... On a pas voulu tenir compte de mes informations, ni de mes conseils, comme si, moi, qui n'avait, cependant, aucune raison d'être devenu indulgent pour les Italiens, j'avais soudain un accès ou d'imbécilité, ou d'aveuglement, ou de lâcheté. A quoi bon entretenir des missions à l'étranger et des ambassadeurs, si leur jugement, si leur travail ne pèsent rien dans les bureaux de Paris, détenteurs, par définition, de la vérité? Je n'ai jamais, depuis huit ans, écrit une ligne de complaisance, jamais exprimé un avis qui ne fut sincère et dicté par le souci de ce qui m'apparaissait comme l'intérêt de notre pays Peut être serait-il temps et serait-il juste qu'on s'en rendit compte?

Mes difficultés, au surplus, sont probablement moins grandes que les vôtres. Passons donc et tachons d'avancer, et de faire avancer les choses. Il n'est pas impossible, après tout, que comme le disent les journaux fascistes, l'équilibre des deux groupes de forces européennes nous procure quelques mois, sinon quelques années de paix.

Cordialement à vous.

